

Biomassacre - La biologie de synthèse menace la biodiversité et les modes de subsistance

[Biomassacre - la BS menace la biodiversité et les modes de subsistance - ETC Group.pdf](#) (PDF, 4980 Ko)

Aperçu du rapport réalisé par l'ETC Group

Problématique

Prétextant vouloir contrer la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et les crises énergétique et alimentaire, l'industrie annonce l'avènement de la nouvelle bioéconomie et le remplacement du carbone fossile par la matière vivante, maintenant désignée par le terme biomasse. La biomasse la plus productive et la plus accessible se

t r o u v e dans les pays du Sud – exactement là où d'ici 2050, il y aura deux milliards de bouches de plus à nourrir à partir de terres qui, en raison des changements climatiques, verront leur productivité réduite de 20 à 50 %. Bien que le moment semble particulièrement inopportun pour intensifier la pression sur les écosystèmes, les gouvernements se font dire que la biologie synthétique – une technologie qui n'en est qu'à ses premiers balbutiements – produira et transformera l'ensemble de la biomasse dont nous aurons besoin afin de remplacer les carburants fossiles actuels. Au même moment, et à l'encontre d'une réduction efficace des émissions de gaz à effet de serre, de nouveaux marchés du carbone sont en train de transformer les plantes en réserves échangeables de carbone. Cependant, les entreprises des secteurs énergétique, chimique, agroalimentaire ou forestier qui tentent de gagner notre confiance sont celles-là mêmes qui sont à l'origine des crises climatique et alimentaire.

E n j e u x

Aliments, énergie et sécurité nationale. Les besoins de l'humanité s'appropriant déjà 24 % de la biomasse mondiale produite annuellement, la complexification actuelle des crises constitue une opportunité d'accaparer et de transformer en marchandise les 76 % restant (et peut-être davantage, considérant les océans) qui échappent encore à Wall Street. Les industries intéressées à substituer les matières premières carbonées par la biomasse comprennent les secteurs suivants : énergie, chimie, plastiques, aliments, textiles, pharmaceutique, papiers et matériaux de construction. Ces marchés combinés – incluant l'échange de droits d'émission de carbone – valent au moins 17 trillions de dollars.

A c t e u r s

Les médias d'affaires rapportent le démarrage d'entreprises telles que Synthetic Genomics, Amyris Biotechnologies et LS9, mais derrière les grands titres, l'argent servant au développement de la biologie synthétique provient du Département de l'énergie des États-Unis, d'acteurs majeurs du secteur énergétique – BP, Shell, ExxonMobil – , de

g r a n d e s entreprises chimiques – dont BASF et DuPont – , ainsi que de géants de la foresterie et de l'agroalimentaire – tels que Cargill, ADM, Weyerhaeuser et Syngenta. Alors que des installations de démonstration sont surtout construites en Europe et aux États-Unis, c'est ultimement la doctrine « la géographie est la destinée » qui s'applique à la bioéconomie : les pays où se retrouve la plus grande diversité de plantes seront également ceux où se retrouveront le plus grand nombre d'usines de production. L'industrie vise déjà le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Malaisie en guise de terrains d'essai pour ses nouvelles technologies. Pendant ce temps, les gouvernements des pays membres de l'OCDE injectent plus de 15 milliards de dollars en subventions dans l'économie de la biomasse.

D é b a t s

Même les entreprises et les scientifiques qui sont les chefs de file de la biologie synthétique s'entendent pour dire qu'une surveillance est nécessaire dans ce domaine, reconnaissant également les risques inédits en matière de biosécurité que pourraient occasionner les nouveaux microorganismes et les nouvelles plantes. Bien que la biologie

synthétique et l'économie de la biomasse puissent engendrer des conséquences majeures sur l'utilisation du territoire, la biodiversité, l'environnement et l'humain, celles-ci sont ignorées par la plupart des gouvernements et des chercheurs. Sous l'égide des Nations Unies, seule la Convention sur la diversité biologique (CDB) traite de la biologie synthétique. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) semblent complètement méconnaître les développements récents, malgré leurs conséquences sur sécurité alimentaire. Au sein des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les gouvernements du Sud semblent ignorer que le transfert de technologie servira de levier à l'industrie afin d'étendre son monopole sur les technologies de la biomasse à leurs terres et leurs ressources. Les conséquences de la nouvelle bioéconomie sont tellement étendues qu'elles devraient être au programme de l'ensemble des agences des Nations Unies et devraient, en particulier, être débattues au Sommet de Rio+20 qui aura lieu au Brésil en 2012.

P o l i t i q u e s

Les annonces faites en 2010 à l'effet que les chercheurs en biologie synthétique peuvent manipuler l'ADN de manière substantielle afin de produire des microorganismes artificiels capables de se répliquer et n'ayant jamais existé sur Terre auparavant comportent des conséquences immédiates sur la biodiversité, la biosécurité et les économies nationales. Les organismes synthétiques ne devraient pas être libérés dans l'environnement, et les Nations Unies de même que les gouvernements nationaux devraient minimalement instaurer un moratoire afin de prévenir une telle chose. De manière tout aussi urgente, il est nécessaire d'entreprendre des études afin de déterminer les conséquences qu'aura ce que le gouvernement étasunien appelle la biorévolution sur les changements climatiques, les écosystèmes à l'échelle mondiale, l'approvisionnement en aliments et en énergie, les modes de subsistance et les droits fonciers. La société civile ainsi que les mouvements sociaux oeuvrant sur les questions de l'agriculture, des droits fonciers, de la protection des forêts, des problèmes des océans, des technologies en émergence, des produits chimiques toxiques, des changements climatiques, de la justice énergétique et de la consommation ont un urgent besoin de trouver des moyens de partager leurs analyses et de coordonner la résistance alors qu'ils affrontent les menaces communes découlant de la nouvelle bioéconomie.

Auteur(s) ETC Group

Éditeur ETC Group

<http://biologie-synthese.cnam.fr/recherches-et-debats/rapports-/biomassacre-la-biologie-de-synthese-menace-la-biodiv>